



EXTRÊME DROITE REPORTAGE

## Le RN attise le feu de la colère paysanne

**En déplacement dans une exploitation du Médoc, Jordan Bardella a tenté de se présenter en porte-voix des colères agricoles, ciblant l'Union européenne, « l'écologie punitive » et les traités de libre-échange.**

Youmni Kezzouf - 22 janvier 2024 à 19h11

**Queyrac (Gironde).** – Jordan Bardella a mis ses plus belles bottes. Le président du Rassemblement national (RN) s'est rendu dans une exploitation agricole du Médoc, samedi 20 janvier, pour tenter de préempter le rôle de porte-voix de la colère des agriculteurs, et s'offrir une première réunion de campagne européenne.

L'opération de communication a été savamment calibrée. Deux heures sur place, pas une minute de plus, le temps de quelques déclarations bien formatées pour les chaînes d'information en continu et d'une rapide visite de l'exploitation d'un éleveur bovin. Le lieu a été choisi par Grégoire de Fournas, député RN du Médoc et lui-même viticulteur : il est devenu proche de l'agriculteur depuis leur rencontre lors d'une manifestation de « gilets jaunes ».

Devant les bovins, le président du RN donne le change, sourit face aux caméras et rappelle opportunément le succès qu'il rencontre auprès des agriculteurs, convoquant les précédents de sa visite au salon de l'agriculture ou sa tournée des foires agricoles à l'automne. « *À côté, c'est des blondes d'Aquitaine ? Je commence à m'y connaître en vaches* », tente la tête de liste du RN avant une pique préparée – et répétée plusieurs fois – à l'égard de Gabriel Attal, en déplacement dans le Rhône au même moment, « *qui pourrait être porte-parole du RN* ».

Après une rapide déambulation, le président du RN s'est installé devant les bêtes, micro en main, face à une

quarantaine d'agriculteurs. « *Je ne suis pas d'un milieu rural, mais je pense que nous arrivons à ressentir votre colère* », a-t-il commencé avant de se livrer à une heure de « table ronde ». Avec un objectif : dépeindre son parti comme le seul protecteur des agriculteurs, face à une Union européenne responsable de tous les maux.

Le mouvement de Marine Le Pen espère, comme ses alliés allemands de l'AfD, s'imposer en porte-parole d'une colère paysanne qui se diffuse dans plusieurs pays européens. Des mouvements nationaux qui partent de revendications diverses, mais qui partagent une hostilité vis-à-vis des institutions communautaires.

« *L'Europe de Macron veut la mort de notre agriculture* », a-t-il résumé devant un parterre d'exploitants de la région plutôt ravis de recevoir cette opération de communication du parti d'extrême droite. S'il a assuré en préambule ne pas être « *venu faire un meeting, mais écouter et voir comment on peut porter votre colère* », Jordan Bardella en a bien profité pour dérouler les propositions du RN en matière agricole, et, surtout, pour capitaliser sur la dimension anti-Bruxelles de ce mécontentement : « *Quand on fait plus d'Europe et moins de nation, on s'affaiblit.* »

### Une « exception agricole » approximative

« *À chaque fois qu'on s'ouvre, c'est systématiquement à notre désavantage* », assène Jordan Bardella, qui cible tout à la fois les traités de libre-échange et l'élargissement de l'UE à l'Ukraine, synonyme selon lui de « *la fin de l'agriculture française* ».

Le président du RN a longuement défendu son projet d'« *exception agricole* », une volonté d'exclure le secteur agricole des accords de libre-échange signés par l'UE. Dans l'assistance, plusieurs viticulteurs sont présents, dont le président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA), qui secoue la tête à l'évocation de la mesure en chuchotant que « *c'est plus compliqué que ça* ».

Recontacté par Mediapart deux jours plus tard, Jean-Samuel Eynard explique son étonnement face à cette mesure phare du programme agricole de Marine Le Pen : « *Revendiquer une libre concurrence plus équitable, on est d'accord. Mais sortir des traités de libre-échange... Quand on est viticulteur dans le Médoc, plus d'une bouteille sur deux part à l'exportation. Si on sort des traités, on arrache un rang de vigne sur deux ? C'est se tirer une balle dans le pied.* »

Questionné par Mediapart sur cette proposition, Christophe Barthès, député RN de l'Aude qui se définit comme « *agriculteur avant d'être député* », évacue la contradiction : « *Avant tous ces traités, on ne vendait pas de vin ou de foie gras à l'étranger ? Il faut arrêter de faire semblant de découvrir l'eau chaude.* »

Le RN, qui s'appuie désormais sur 88 députés, élus pour beaucoup sur des territoires ruraux, perpétue une stratégie qui a fait ses preuves : promettre aux gens ce qu'ils veulent entendre. De l'inflation mal maîtrisée aux réglementations sur les produits phytosanitaires en passant par la dénonciation des normes européennes et de « *l'idéologie de l'écologie punitive* », Jordan Bardella a joué sur tous les tableaux de la contestation agricole.

« **Face à des non-réponses ou des non-dits depuis des années, il y a un vote qui bascule vers les extrêmes.** »

Jean-Samuel Eynard, président de la FDSEA de la Gironde

« *On sait qu'il est en campagne, mais le discours qu'il nous tient est en accord avec ce qu'on défend* », réagit Amélie Rebière, vice-présidente de la Coordination rurale, syndicat minoritaire ancré à droite. Questionnée par Mediapart sur l'entreprise de séduction du RN, l'agricultrice, invitée à la table ronde, confirme à demi-mot son efficacité : « *Ce que je peux vous dire, c'est que nos adhérents se rendent compte que le gouvernement est à côté de la plaque, ils n'en veulent plus. Le parti en place ne leur convient pas, ça c'est sûr...* »

« *Il a bien intégré les codes de la communication, il a bien vendu sa prestation pour séduire un électeur. Mais il faut être lucide, c'est une prestation de campagne* », avertit le

président de la FNSEA locale, qui s'inquiète de l'efficacité de ces discours sur des agriculteurs chez lesquels le sentiment d'abandon est très fort : « *Tous les discours populistes arrivent à séduire une partie de l'électorat. Face à des non-réponses ou des non-dits depuis des années, il y a un vote qui bascule vers les extrêmes. Je pense qu'il y a des jours compliqués à venir pour la République française.* »

Au-delà de l'électorat paysan qui ne représente plus que 1,5 % des actifs français, c'est en porte-parole du monde rural dans son ensemble que le RN souhaite se placer. « *On a des territoires ruraux qui sont en train de s'effacer* », a répété Jordan Bardella, qui affirme aux caméras voir dans ce mouvement le « *cri d'un peuple français qui ne veut pas mourir* », et joue sur la comparaison avec le mouvement des gilets jaunes.

« **Ça va péter, il va y avoir la révolution.** »

Christophe Barthès, député RN de l'Aude

Le président du RN, qui assurait après les manifestations de Sainte-Soline diriger « *le parti qui incarne le mieux l'idée de la loi et de l'ordre* », a tenu à soutenir la colère, tout en évacuant la question des moyens d'action utilisés. « *Il faut évidemment soutenir ce mouvement de colère. Souvent, on cherche à réduire ces mouvements à la forme. Le sujet aujourd'hui, ce n'est pas de savoir si on est pour ou contre le blocage de l'autoroute. Le sujet, ce sont les revendications.* »

Christophe Barthès, lui, alerte sur le risque d'embrasement d'une contestation qui a pris, dans son département, une dimension violente. Dans la nuit du 18 au 19 janvier, un bâtiment en travaux de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal), service du ministère de la transition écologique, a été touché par une explosion, qui n'a fait que des dégâts matériels.

À proximité, deux tags « CAV », initiales du Comité d'action viticole, ont été retrouvés. « *Je ne cautionne pas la violence, mais je comprends très bien*, explique Christophe Barthès à Mediapart. *Les gens sont au pied du mur, la colère s'exprime comme ça. Ça va péter, il va y avoir la révolution. Le département de l'Aude va être à feu et à sang.* »

Le Rassemblement national ne compte pas lever le pied : Jordan Bardella doit se rendre ce mardi à Lorient, pour rencontrer des pêcheurs, alors que l'interdiction de pêcher au filet dans le golfe de Gascogne pour les bateaux de plus de huit mètres entre en vigueur, pour protéger les cétacés capturés accidentellement. En mai, le président du RN dénonçait déjà, au Parlement européen, le « *matraquage*

*législatif* » qui « *conduit les pêcheurs à la ruine* ».

**Younni Kezzouf**

Si vous avez des informations sur les extrêmes droites à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse [extremedroite@mediapart.fr](mailto:extremedroite@mediapart.fr).

---

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.  
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Edwy Plenel